

Unité inter-départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 12/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC SAS

ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier
Liré
49270 Orée d'Anjou

Références : EC-2023-380-INSP-CHIMIREC-Liré-RAP
Code AIOT : 0006302124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement CHIMIREC SAS implanté ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier Liré 49270 Orée d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La fréquence de surveillance de cet établissement est annuelle, en application des règles de surveillance des installations classées, et la dernière inspection a été conduite le 5 août 2021. Cette nouvelle visite s'inscrit au titre du suivi des importants travaux de modernisation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC SAS
- ZA des Couronnières - 137 rue Lavoisier Liré 49270 Orée d'Anjou
- Code AIOT : 0006302124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ASTRHUL, rachetée fin 2018 par le Groupe CHIMIREC, est spécialisée dans la collecte et le traitement des déchets provenant des secteurs de l'entretien et de la réparation automobile et industrielle. En complément du centre de transit de déchets qu'elle exploite à Liré depuis une vingtaine d'années, l'entreprise a construit en 2015 un second site dans l'extension de la Zone Artisanale des Couronnières, également à Liré, dont l'objet initial était d'y transférer à terme l'intégralité de son activité de transit vrac des « huiles usagées ». L'établissement historique est réglementé par un arrêté d'autorisation du 7 juin 1999 (D3-99-n° 885) plusieurs fois modifié, qui fixe les conditions de son exploitation et dispose de l'agrément requis pour la collecte d'huiles usagées, dernièrement renouvelé le 10 mars 2020.

L'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2022 n°279 du 26/09/2022 régit actuellement l'autorisation d'exploiter.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 16/06/2022;
- traçabilité des déchets;
- état des stocks;
- rejets canalisés;
- GIDAF.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant informe l'inspection qu'il va procéder à de nouveaux travaux au niveau de la zone nord afin de créer une plateforme étanche. Les travaux sont localisés sur une surface sur laquelle des pollutions spots ont été identifiées dans le plan de gestion de Socotec 2007E14Q5000039 du 30/10/2020. Aussi, l'exploitant envisage d'extraire environ 50 m³ de terre à traiter. Un rapport de fin de travaux est attendu afin de tracer les différentes opérations.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	/	Sans objet
5	Déchets admis	Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 1.2.4	/	Sans objet
6	Emissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 4.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risque foudre - suite inspection 05/08/2021	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Susceptible de suites	Sans objet
2	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/06/1999, article 6.3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
7	Déclaration GIDAF	Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 2.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- saisir les résultats de l'autosurveillance pour la fin d'année 2023;
- mettre à jour l'outil de suivi des quantités maximum de déchets autorisés (quantités de l'arrêté préfectoral et système d'alerte en cas de dépassement);
- procéder à une mesure des rejets atmosphériques en sortie de broyeur et transmettre les résultats sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Etude technique
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en œuvre les dispositions décrites dans l'étude technique de risque foudre.
Constats : <u>Constat du 16/06/2022 :</u> L'exploitant indique qu'un contrôle a eu lieu en 2021; ce contrôle indiquait des non-conformités sur les courants forts et l'absence de mise en place de courants faibles. Engie et Dekra sont intervenus le 01/04/2022; leurs interventions rapportaient les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- l'absence de DOE;- la nécessité de mettre à jour l'étude technique après les travaux;- la nécessité de mettre à jour la notice technique de maintenance;- l'absence de protection des conducteurs neutres;- l'absence de compteur foudre. Aussi, Inéo interviendra dès la réception des équipements et Dekra réalisera ensuite un contrôle. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de finaliser la mise en place des dispositions issues de l'étude technique du risque foudre sous 3 mois. <u>Constat du 28/06/2023 :</u> L'exploitant a transmis le cahier des charges de l'étude technique foudre en date du 03/05/2023. Ce rapport mentionne les équipements de protection contre la foudre devant être mis en place. L'exploitant a également transmis la notice de vérification et de maintenance (n° de rapport : 2204496-001-01 du 3 mai 2023) et le carnet de bord (n° de rapport : 2204496-001-01 du 03/05/2023). Le rapport de vérification Dekra (n°D88424372201 R001 du 28/09/2022) pour la levée des réserves indique qu'il reste encore 3 réserves non levées. Depuis cette date, toutes les réserves ont été levées et les documents transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/1999, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Zone à émergence réglementée
Prescription contrôlée : Le bruit émis par les installations ne sont pas à l'origine, dans les ZER d'une émergence supérieure à : <ul style="list-style-type: none">- 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le bruit est supérieur à 45 dB(A)- 3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, sauf dimanches et jours fériés, lorsque le bruit est supérieur à 45 dB(A)
Constats : <u>Constat du 16/06/2022 :</u> L'exploitant a réalisé une campagne de mesures sonores le 08/01/2021. Les résultats indiquent un dépassement de l'émergence au niveau du ZER à l'ouest du site. Selon l'exploitant la mesure prise par le prestataire s'apparente à une mesure en limite de propriété et pas à une mesure en ZER. L'exploitant s'engage à réaliser une nouvelle campagne en 2022. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats de la future campagne dès réception. <u>Constat du 28/06/2023 :</u> L'exploitant a transmis le rapport Socotec daté du 10/02/2023. Les résultats de la campagne du 20/01/2023 sont conformes aux valeurs limites autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant n'utilise pas directement l'application Trackdéchets. Chimirec dispose d'un progiciel groupe nommé Unicom. Aussi, Unicom est l'interface de saisie de tous les déchets entrants et sortants du site, pour les déchets dangereux et non dangereux. Ce progiciel gère l'exploitation du site de la commande client jusqu'à la facturation.L'exploitant déclare que les données Unicom sont basculées dans Trackdéchets (possibilité via l'API Trackdéchets). La Direction des systèmes d'information du siège de Chimirec gère cette bascule.L'exploitant a fait la démonstration que le progiciel Unicom permet d'accéder à tous les BSD entrants et sortants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1^{er} janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ignore l'existence du registre national des déchets et terres excavées (RNDTS). Les gestionnaires de déchets dangereux doivent transmettre le contenu de leur registre chronologiques au registre national des déchets depuis le 1^{er} janvier 2022.</p> <p>L'outil UNICOM est inter-opéré avec Trackdéchets (voir constat précédent). Il y a une bascule automatique de Trackdéchets dans le RNDTS (article R.541-43 III).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet
<p>Observation : L'exploitant sur site doit être en mesure d'expliquer comment il répond à l'obligation de tenue du RNDTS (En l'occurrence, outil UNICOM inter-opéré avec la base Trackdéchets et le RNDTS).</p>

N° 5 : Déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 1.2.4				
Thème(s) : Situation administrative, Quantité maximale de déchet par catégorie				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée : Les déchets admis dans les installations sont :				
Nature déchet	Rubrique ICPE	Détail déchet	Quantité maximale (tonnes)	Affectation des zones de stockage
DIND	2716	Pare-brises	30	Bennes – parc sud
DIND	2714	DIB	10	Bennes – parc sud
DIND	2714	Cartons	10	Bennes – parc sud
DIND	2714	Bois	7	Bennes – parc sud
DIND	2714	Plastiques	3	Bennes – parc sud
DIND	2714	Pare chocs (compris broyat)	20	Bennes – parc sud
DIND	2713	Métaux	80	Bennes – parc sud
		TOTAL TONNAGE DIND	160	
DID	2718	Huiles solubles	5	Alvéoles neutres
DID	2718	LRU (liquides de refroidissement usagés)	50	Cuve dédiée et alvéole neutres
DID	2718	Produits chimiques laboratoire	2	Alvéole acide ou base
DID	2718	Liquides inflammables	-	Cellule Atex
DID	2718	Dont solvants	18	
DID	2718	Dont solvants chlorés	2	
DID	2718	Dont carburants en mélange	10	
DID	2718	Eaux souillées	80	Zone d'attente de pompage et cuve
DID	2718	Eaux hydro	50	Zone d'attente de pompage et cuve
DID	2718	Huiles usagées	20	Alvéole neutres + zone pompage
DID	2718	Huiles alimentaires	5	Alvéole neutres
DID	2718	Déchets corrosifs	-	
DID	2718	Dont acides	10	Alvéole acides
DID	2718	Dont bases	10	Alvéole bases
DID	2718	Piles alcalines et salines	2	Armoire coupe-feu en extérieur zone sud
DID	2718	Néons/ampoules	2	Alvéole neutres
DID	2718	Filtres à huiles	60	Benne – parc sud
DID	2718	Batteries au plomb	40	Alvéole acides
DID	2718	Aérosols	10	Alvéole
DID	2718	Pâteux	-	Cellule Atex zone sud
DID	2718	Dont boues de peinture	18	
DID	2718	Dont boues de peinture chlorées	2	
DID	2718	Dont boues hydrocureurs	20	Benne – parc nord
DID	2718	Emballages et matériaux souillés	100	Benne – parc sud
DID	2790	Emballages plastiques souillés (dont broyats)	20	Bâtiment DIND et benne
DID	2718	Poudres (peinture, métallique...)	10	Alvéole neutres
DID	2718	DEEE	20	Bâtiment DIND
DID	2718	Phytosanitaires	1	Armoire CF
DID	2718	Déchets d'isocyanates	0,5	Armoire CF

Nature déchet	Rubrique ICPE	Détail déchet	Quantité maximale (tonnes)	Affectation des zones de stockage
		TOTAL TONNAGE DID	567,5	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 2 relevés permettant d'établir un bilan des quantités de déchets entreposés sur site. Un premier bilan quotidien issu d'Unicom n'est pas totalement exploitable pour l'exploitant car il regroupe plusieurs typologies de déchets. Un second est présenté à l'inspection. L'inspection note que pour certains types de déchets (eaux souillées par exemple), une colonne indique la quantité de déchets maximale autorisée par arrêté préfectoral. Or, certaines quantités maximales sont erronées ou comptabilisent les volumes maximum autorisé sur le site historique additionné des volumes des cuves de stockage du site situé à 200 m.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour sous 3 mois les quantités maximales autorisées par déchet, et de distinguer les volumes du site historique de ceux des cuves de stockage.</p>				
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant pourrait utilement mettre en place un système d'alerte quand un volume à définir, en amont du volume maximum autorisé de stockage d'un déchet est atteint, afin d'y remédier dans les meilleurs délais.</p>				
Type de suites proposées : Susceptible de suites				
Proposition de suites : Sans objet				

N° 6 : Emissions canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des émissions canalisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder semestriellement à un contrôle de ses rejets atmosphériques issus des installations de broyage et rejetés à l'extérieur des bâtiments. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour les polluants pour lesquels il existe une procédure d'agrément, ou, dans le cas contraire, désigné en accord avec l'inspecteur des installations classées. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique, décrites par la norme NFX 44.052, sont respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Au moins trois mesures sont réalisées sur une période d'une demi-journée.
Constats : L'exploitant déclare qu le système de captation au niveau des installations de broyage a été mis en place en janvier 2023, et a démarré en avril 2023. L'exploitant indique qu'après avoir réalisé des analyses en interne, le choix a été fait de ne pas installer les filtres charbon actif envisagés initialement. L'exploitant envisage une première mesure des rejets atmosphériques durant le second semestre 2023.L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à une mesure des rejets atmosphériques en sortie du broyeur, et de transmettre les résultats sous 3 mois .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déclaration GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/2022, article 2.5.4
Thème(s) : Situation administrative, Télédéclaration des résultats de l'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare semestriellement ses résultats de l'autosurveillance par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF : Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).
Constats : L'inspection des installations classées a transmis la procédure d'inscription sous l'outil GIDAF par mail du 19/06/2023.L'exploitant s'est engagé a saisir les résultats de son autosurveillance 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet